



Message 2019-DFIN-57

14 janvier 2020

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif aux crédits supplémentaires
compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2019**

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'exercice 2019.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque – en particulier – des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent

alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les différentes demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires est transmis à la Commission des finances et de gestion avec le présent message.

Au total, pour l'exercice 2019, 35 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
Pouvoir législatif			7 000
1110	Grand Conseil		
3130.001	Frais de télécommunications	2 000	7 000
Pouvoir judiciaire			430 700
2100	Tribunal cantonal		
3181.005	Pertes sur créances, affaires pénales	240 000	40 000
3199.005	Indemnités en matière pénale	85 000	65 000
3199.063	Assistance judiciaire pénale	350 000	100 000
2115	Tribunal des mineurs		
3090.000	Frais de formation	10 000	35 700
3181.005	Pertes sur créances, affaires pénales	120 000	80 000
3637.213	Pensions de jeunes délinquants	90 000	110 000
Pouvoir exécutif – Chancellerie			72 000
3105	Chancellerie d'Etat		
3111.500	Achats de véhicules	–	29 000
3636.147	Subventions cantonales aux partis politiques	295 000	43 000
Instruction publique, culture et sport			1 534 200
3200	Secrétariat général		
3611.000	Contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton	222 600	58 200

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
3611.001	Contributions pour les étudiants fribourgeois immatriculés dans d'autres universités cantonales	26 894 850	610 000
3611.003	Contributions pour la fréquentation d'écoles supérieures hors du canton	7 260 000	450 000
3611.006	Contribution pour la fréquentation d'écoles de la convention du Nord-Ouest	2 500 000	113 000
3208	Service de l'enseignement spécialisé et des mesures d'aide		
3130.102	Frais des mesures de nature pédaogo-thérapeutique	3 800 000	180 000
3632.003	Subventions cantonales pour les services auxiliaires	8 539 000	31 000
3272	Conservatoire		
3120.004	Impôts et contributions	–	22 000
3294	Campus Lac-Noir		
3144.000	Entretien et rénovation des immeubles	184 000	70 000
Sécurité et justice			1 641 000
3300	Secrétariat général		
3130.000	Prestations de service par des tiers	40 000	10 000
3345.1	Commandement et services généraux		
3144.000	Entretien et rénovation des immeubles	115 000	40 000
3345.2	Gendarmerie		
3130.000	Prestations de service par des tiers	384 400	10 000
3144.000	Entretien et rénovation des immeubles	700 000	20 000
3345.3	Police de sûreté		
3111.304	Achats de matériel et d'appareils radio	109 000	250 000
3355	Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation		
3135.000	Exécution des condamnations	4 950 000	350 000
3135.001	Placements dans les établissements spécialisés	4 150 000	750 000
3365	Etablissement de détention fribourgeois		
3091.000	Frais de recrutement	12 000	20 000
3101.006	Carburants	211 500	39 000
3130.096	Service d'aumônerie	75 000	7 000
3132.040	Prestations médicales par des tiers	306 500	140 000
3137.000	Impôts sur les véhicules	35 000	5 000
Institutions, agriculture et forêts			665 000
3425	Service de l'agriculture		
3634.014	Subventions cantonales pour les frais d'élimination des cadavres d'animaux assumés par Sanima	715 000	85 000
3430	Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires		
3010.118	Traitements du personnel auxiliaire	452 780	100 000
3445	Service des forêts et de la faune		
3632.000	Subventions cantonales pour les communes	1 300 000	300 000
3636.000	Subventions cantonales	130 000	70 000
3637.100	Subventions cantonales pour des tiers	300 000	110 000

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
Économie et emploi			275 000
3500	Secrétariat général		
3103.301	Abonnements et cotisations	10 000	5 000
3130.000	Prestations de service par des tiers	35 000	117 000
3542.1	Service de la formation professionnelle		
3636.302	Subventions cantonales pour le perfectionnement professionnel	240 000	145 000
3542.6	Ecole des Métiers Fribourg		
3170.100	Déplacements	8 500	8 000
Santé et affaires sociales			7 369 280
3605	Service de la santé publique		
3635.007	Part du canton au financement des maisons de naissance	472 770	53 000
3608	Service du médecin cantonal		
3199.002	Frais de protection de la population	143 300	254 280
3645	Service de la prévoyance sociale		
3636.011	Subventions cantonales pour les personnes inadaptées mineures dans les maisons d'éducation hors du canton	5 465 000	675 000
3636.014	Subventions cantonales pour personnes handicapées adultes dans les institutions hors du canton	11 203 000	225 000
3655	Assurances sociales		
3637.001	Subventions cantonales pour l'assurance maladie	167 158 000	3 318 000
3637.216	Financement du contentieux de l'assurance maladie	13 406 000	2 844 000
Aménagement, environnement et constructions			234 200
3805	Service des constructions et de l'aménagement		
3000.200	Commissions	70 000	40 000
3845	Service de l'environnement		
3090.000	Frais de formation	35 000	10 000
3111.500	Achats de véhicules	-	45 000
3142.501	Travaux de conservation	170 000	25 000
3850	Service des bâtiments		
3090.000	Frais de formation	10 000	8 400
3099.006	Prestations diverses en faveur du personnel	10 000	5 800
3160.100	Locations de locaux	5 740 330	100 000
Total			12 228 380

Les 35 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2019 se répartissent de la manière suivante entre les différents pouvoirs et directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir législatif	1	7 000
Pouvoir judiciaire	3	430 700
Pouvoir exécutif – Chancellerie	1	72 000
Instruction publique, culture et sport	5	1 534 200
Sécurité et justice	6	1 641 000
Institutions, agriculture et forêts	4	665 000
Economie et emploi	3	275 000
Santé et affaires sociales	5	7 369 280
Aménagement, environnement et constructions	7	234 200
Total	35	12 228 380

Concernant ces arrêtés, il convient d'apporter encore les précisions suivantes:

- > comparativement à ce qui s'est produit durant la période 2002 à 2018, soit sur les 17 derniers exercices comparables, le volume de 12,2 millions de francs des crédits supplémentaires 2019 représente un peu plus des deux tiers de la moyenne (18 millions de francs par an sur la période) et figure néanmoins parmi les moins élevés de la période. Rapporté au total des dépenses effectives budgétisées, ce volume est inférieur à la moyenne 2002–2018 (0,34% en 2019 contre 0,61% sur la période considérée). Le nombre de crédits supplémentaires est, quant à lui, quelque peu supérieur à la moyenne de la période. Le tableau qui suit illustre le propos:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48
2010	49	15,246	0,49
2011	38	14,633	0,44
2012	49	20,797	0,61
2013	25	28,171	0,87
2014	30	31,792	0,99

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en mios	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
2015	26	38,123	1,17
2016	30	16,636	0,50
2017	30	9,380	0,27
2018	38	10,374	0,29
2019	35	12,228	0,34

- > bien que les dépassements de crédits concernent quasiment tous les pouvoirs et directions, il y a lieu de souligner qu'en 2019, cinq arrêtés constituent à eux seuls près des trois quarts du total des crédits supplémentaires accordés. Ils touchent les subventions cantonales pour l'assurance maladie, le financement du contentieux de l'assurance maladie, les subventions cantonales pour les institutions spécialisées hors du canton, certaines contributions pour la fréquentation d'écoles hors du canton ainsi que les placements dans les établissements spécialisés au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation;
- > en 2019, trois exceptions (une à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport et deux à la Direction de la santé publique et des affaires sociales) ont été faites à la règle qui prévoit que la couverture des crédits supplémentaires sollicités consiste en une réduction d'autres charges. Dans ce cas en effet, dérogation a été faite à ce principe en se fondant sur les dispositions de la loi et du règlement sur les finances qui autorisent, à des conditions déterminées, de compenser certains dépassements de crédits découlant de dépenses liées par une augmentation de revenus. En 2019, cela concerne les coûts supplémentaires liés aux contributions pour la fréquentation d'établissements d'enseignement hors canton pour un total de quelque 1,2 million de francs, au financement du contentieux de l'assurance maladie pour un montant de plus de 2,8 millions de francs ainsi qu'aux subventions cantonales pour les institutions spécialisées et les maisons d'éducation hors canton pour une somme de 0,9 million de francs;

En conclusion, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2019.



Botschaft 2019-DFIN-57

14. Januar 2020

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2019

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2019 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Dienststellen und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass insbesondere neue, besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Aufstockung von Voranschlagskrediten werden zusammen mit dieser Botschaft der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Für das Rechnungsjahr 2019 wurden insgesamt 35 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
Gesetzgebende Behörde			7 000
1110	Grosser Rat		
3130.001	Kosten für Telekommunikation	2 000	7 000
Richterliche Behörde			430 700
2100	Kantonsgericht		
3181.005	Debitorenverluste, Strafsachen	240 000	40 000
3199.005	Entschädigungen in Strafsachen	85 000	65 000
3199.063	Unentgeltliche Rechtspflege Strafsachen	350 000	100 000
2115	Jugendstrafkammer		
3090.000	Ausbildungskosten	10 000	35 700
3181.005	Debitorenverluste, Strafsachen	120 000	80 000
3637.213	Kostgelder jugendlicher Straftäter	90 000	110 000
Vollziehende Behörde – Kanzlei			72 000
3105	Staatskanzlei		
3111.500	Anschaffung von Fahrzeugen	–	29 000
3636.147	Kantonsbeiträge an politische Parteien	295 000	43 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
Erziehung, Kultur und Sport			1 534 200
3200	Generalsekretariat		
3611.000	Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons	222 600	58 200
3611.001	Beiträge für an anderen kantonalen Universitäten immatrikulierte Studenten aus dem Kanton Freiburg	26 894 850	610 000
3611.003	Beiträge für den Besuch von höheren Fachschulen ausserhalb des Kantons	7 260 000	450 000
3611.006	Beitrag für den Besuch von Schulen des Regionalen Schulabkommens NW EDK	2 500 000	113 000
3208	Amt für Sonderpädagogik		
3130.102	Kosten der pädagogisch-therapeutischen Massnahmen	3 800 000	180 000
3632.003	Kantonsbeiträge für die Schuldienste	8 539 000	31 000
3272	Konservatorium		
3120.004	Steuern und Beiträge	–	22 000
3294	Campus Schwarzsee		
3144.000	Gebäudeunterhalt und -renovierung	184 000	70 000
Sicherheit und Justiz			1 641 000
3300	Generalsekretariat		
3130.000	Dienstleistungen Dritter	40 000	10 000
3345.1	Kommando und Stabsdienste		
3144.000	Gebäudeunterhalt und -renovierung	115 000	40 000
3345.2	Gendarmerie		
3130.000	Dienstleistungen Dritter	384 400	10 000
3144.000	Gebäudeunterhalt und -renovierung	700 000	20 000
3345.3	Kriminalpolizei		
3111.304	Anschaffung von Materialien und Funkgeräten	109 000	250 000
3355	Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe		
3135.000	Strafvollzugskosten	4 950 000	350 000
3135.001	Einweisungen in Massnahmenvollzugsinstitutionen	4 150 000	750 000
3365	Freiburger Strafanstalten		
3091.000	Personalwerbungskosten	12 000	20 000
3101.006	Treibstoffe	211 500	39 000
3130.096	Seelsorge	75 000	7 000
3132.040	Medizinische Fremdleistungen	306 500	140 000
3137.000	Fahrzeugsteuern	35 000	5 000
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft			665 000
3425	Amt für Landwirtschaft		
3634.014	Kantonsbeiträge für die von der Sanima übernommenen Kosten für die Entsorgung der Tierkadaver	715 000	85 000
3430	Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen		
3010.118	Gehälter des Hilfspersonals	452 780	100 000
3445	Amt für Wald, Wild und Fischerei		
3632.000	Kantonsbeiträge für die Gemeinden	1 300 000	300 000
3636.000	Kantonsbeiträge	130 000	70 000
3637.100	Kantonsbeiträge an Dritte	300 000	110 000

Budget- positionen	Behörden – Direktionen	Voranschlags- kredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
Volkswirtschaft			275 000
3500	Generalsekretariat		
3103.301	Abonnemente und Beiträge	10 000	5 000
3130.000	Dienstleistungen Dritter	35 000	117 000
3542.1	Amt für Berufsbildung		
3636.302	Kantonsbeiträge für die berufliche Weiterbildung	240 000	145 000
3542.6	Berufsfachschule Freiburg		
3170.100	Reisespesen	8 500	8 000
Gesundheit und Soziales			7 369 280
3605	Amt für Gesundheit		
3635.007	Kantonsanteil an der Finanzierung der Geburtshäuser	472 770	53 000
3608	Kantonsarztamt		
3199.002	Kosten Bevölkerungsschutz	143 300	254 280
3645	Sozialvorsorgeamt		
3636.011	Kantonsbeiträge für schwererziehbare Minderjährige in Erziehungsheimen ausserhalb des Kantons	5 465 000	675 000
3636.014	Kantonsbeiträge für erwachsene Behinderte in Heimen ausserhalb des Kantons	1 203 000	225 000
3655	Sozialversicherungen		
3637.001	Kantonsbeiträge für die Krankenversicherung	167 158 000	3 318 000
3637.216	Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung	13 406 000	2 844 000
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen			234 200
3805	Bau- und Raumplanungsamt		
3000.200	Kommissionen	70 000	40 000
3845	Amt für Umwelt		
3090.000	Ausbildungskosten	35 000	10 000
3111.500	Anschaffung von Fahrzeugen	0 00-	45 000
3142.501	Erhaltungsarbeiten	170 000	25 000
3850	Hochbauamt		
3090.000	Ausbildungskosten	10 000	8 400
3099.006	Verschiedene Leistungen für das Personal	10 000	5 800
3160.100	Räume, Mieten	5 740 330	100 000
Total			12 228 380

Die 35 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2019 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag Fr.
Gesetzgebende Behörde	1	7 000
Richterliche Behörde	3	430 700
Vollziehende Behörde – Kanzlei	1	72 000
Erziehung, Kultur und Sport	5	1 534 200
Sicherheit und Justiz	6	1 641 000
Institutionen, Land- und Forstwirtschaft	4	665 000
Volkswirtschaft	3	275 000
Gesundheit und Soziales	5	7 369 280
Raumplanung, Umwelt und Bauwesen	7	234 200
Total	35	12 228 380

Zu diesen Nachtragskreditbeschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- > Im Vergleich zum Zeitraum 2002–2018, also zu den letzten 17 Rechnungsjahren, macht das Nachtragskreditvolumen mit 12,2 Millionen Franken etwas mehr als zwei Drittel des durchschnittlichen Nachtragskreditvolumens aus (18 Millionen Franken pro Jahr über diesen Zeitraum) und gehört dennoch zu den tiefsten dieser Periode. Auch gemessen an den gesamten budgetierten effektiven Ausgaben liegt es unter dem Durchschnitt 2002–2018 (0,34% im Jahr 2019 gegenüber 0,61% im Vergleichszeitraum). Anzahlmassig liegen die Kreditbeschlüsse hingegen etwas über dem Durchschnitt des Vergleichszeitraums, wie aus der folgenden Tabelle hervorgeht:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
2002	27	15,164	0,69
2003	23	12,622	0,54
2004	24	13,547	0,57
2005	33	26,073	1,07
2006	29	18,390	0,73
2007	32	10,923	0,41
2008	31	9,581	0,33
2009	28	14,400	0,48
2010	49	15,246	0,49
2011	38	14,633	0,44
2012	49	20,797	0,61
2013	25	28,171	0,87
2014	30	31,792	0,99
2015	26	38,123	1,17

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
2016	30	16,636	0,50
2017	30	9,380	0,27
2018	38	10,374	0,29
2019	35	12,228	0,34

- > Obwohl fast allen Behörden und Direktionen Nachtragskredite gewährt werden mussten, entfallen 2019 fast drei Viertel aller gesprochenen Nachtragskredite auf nur gerade fünf Kreditbeschlüsse. Sie betreffen die Kantonsbeiträge für die Krankenversicherung, die Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung, die Kantonsbeiträge für Sondereinrichtungen ausserhalb des Kantons, gewisse Beiträge für den Besuch von Schulen ausserhalb des Kantons sowie die Einweisungen in Massnahmenvollzugsinstitutionen beim Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe.
- > Die beantragten Nachtragskredite wurden vorschriftsgemäss über Aufwandminderungen kompensiert, mit drei Ausnahmen, und zwar in einem Fall bei der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport sowie in zwei Fällen bei der Direktion für Gesundheit und Soziales. Dabei wurde vom Grundsatz der Kompensation abgewichen und nach den Bestimmungen des Finanzhaushaltsgesetzes und -reglements vorgegangen, wonach gewisse durch gebundene Ausgaben verursachte Kreditüberschreitungen unter bestimmten Voraussetzungen durch Einnahmenerhöhungen ausgeglichen werden können. 2019 betrifft dies die Mehrkosten bei den Beiträgen für den Besuch ausserkantonaler Bildungsstätten mit insgesamt rund 1,2 Millionen Franken, bei der Finanzierung der Zahlungsausstände in der Krankenversicherung mit über 2,8 Millionen Franken sowie bei den Kantonsbeiträgen für die ausserkantonalen Sondereinrichtungen und Erziehungsheime mit 0,9 Millionen Franken.

Demnach beantragen wir Ihnen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2019 eröffnet hat.

Projet du 14.01.2020

Entwurf vom 14.01.2020

Décret relatif aux crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2019

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);
Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2019;
Vu le message 2019-DFIN-57 du Conseil d'Etat du 14 janvier 2020;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Les crédits supplémentaires compensés du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2019, ouverts en faveur des Directions auprès de l'Administration des finances et portant sur un montant total de 12 228 380 francs, sont approuvés.

Dekret über die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2019

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);
gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2019;
nach Einsicht in die Botschaft 2019-DFIN-57 des Staatsrats vom 14. Januar 2020;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Die kompensierten Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2019, die bei der Finanzverwaltung zugunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 12 228 380 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur immédiatement.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt sofort in Kraft.